



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 25 juin 2025

Référence : DREAL/2025D/4889

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 février 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Enrobés du Haut Béarn (EHB)

173, avenue Cami Deu Rey
ZA du Gabarn
64870 Escout

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 5 février 2025, de l'établissement exploité par la SARL Enrobés du Haut Béarn (EHB) et implanté au 173 avenue Cami Deu Rey, dans la zone d'activités du Gabarn, sur la commune d'Escout (64870). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SARL Enrobés du Haut Béarn (EHB)
ZA du Gabarn - 173, avenue Cami Deu Rey – 64870 Escout
Code AIOT : 0003107294
Régime : Enregistrement
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement,
- prise en compte des modifications de l'installation à la suite des demandes successives de l'exploitant.

Présentation de la société

La SARL Enrobés du Haut Béarn (EHB) exploite une centrale d'enrobage de bitume de matériaux routiers à chaud et une plate-forme de valorisation (recyclage) de matériaux provenant du rabotage de chaussées, sur la zone d'activités du Gabarn, parcelle D 554, de la commune d'Escout.

Situation administrative

La société Enrobés du Haut Béarn bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022 et de la lettre préfectorale du 30 septembre 2024, mettant à jour le classement des activités et modifiant le projet à la suite du dépôt par l'exploitant des porter à connaissance des 22 mars 2023, 27 juin 2023 et 7 mars 2024.

L'activité des installations a démarré le 26 août 2024 (tests de mise en fonctionnement réalisés en juillet 2024). La centrale fonctionne du lundi au vendredi de 7h à 17h30 avec la présence permanente du Chef de la centrale. En 2024, environ 24 000 t d'enrobés ont été produits dans l'établissement.

Le tableau de classement des activités s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité des installations	Régime
2521.1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers. 1. À Chaud	Sans seuil <i>Puissance de combustion : 9 MW</i>	Enregistrement
2515.1b	Installations de broyage, concassage , criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515.2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	200 kW <i>2 à 3 campagnes de broyage, concassage par an</i>	Déclaration
4718.2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). 2. Pour les autres installations que le stockage en récipients à pression transportables La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est supérieure ou égale à 6 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.	32 tonnes <i>Cuve aérienne de propane de 72 m³</i>	Déclaration soumis à Contrôle périodique
4801.2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses . La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 50 tonnes, mais inférieure à 500 tonnes.	270 tonnes <i>Dépôt de matières bitumeuses 240 m³ (3 cuves de 80 m³ chacune)</i>	Déclaration
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur ou égal à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.	inférieur à 500 m³ <i>Distribution GNR du chargeur</i>	Non Classé
2516	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit est inférieure ou égale à 5 000 m³.	170 m³ <i>50 m³ Silo « filler » et 120 m³ de sable (stocké dans 2 silos de 60 m³ chacun, soit 240 t)</i>	Non Classé
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est inférieure ou égale 5 000 m².	3 300 m² <i>Granulats sur 100 m² (stocké en 4 silos de 60 m³ chacun, soit 480 t) et fraisâts sur 3 200 m²</i>	Non Classé
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement 2. Pour les autres stockages que les stockages enterrés La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 t au total.	1,75 t <i>Cuve aérienne de GNR de 2 m³</i>	Non Classé

Conformément au point I bis de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, l'enregistrement porte également sur les ouvrages suivants relevant des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement :

Rubrique	Installations, ouvrages et activités	Caractéristiques	Régime
IOTA 2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet est supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	2,1131 ha	Déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
1	Situation administrative Modification du site	Lettre préfectorale du 30/09/2024	Transmission de justificatifs	1 mois
5	Mesures et fréquence de surveillance - Poussières	Arrêté préfectoral du 01/09/2022, Article 2.6.2	Transmission de justificatif	1 mois
8	Mesures et fréquence de surveillance - Sol	Arrêté préfectoral du 01/09/2022, Article 2.6.5	Transmission de justificatif	1 mois
9	Mesures et fréquence de surveillance - Bruit	Arrêté préfectoral du 01/09/2022, Article 2.6.6	Transmission de justificatif	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation des émissions - Poussières	Arrêté préfectoral du 01/09/2022, Article 2.3.1	Mise en place d'écrans pour protéger les stockages extérieurs

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Limitation des émissions COV et odeurs	Arrêté préfectoral du 01/09/2022, Article 2.3.2	-
4	Mesures et fréquence de surveillance Eau	Arrêté préfectoral du 01/09/2022 Article 2.6.1	Méthode d'échantillonnages à revoir selon les préconisations en vigueur
6	Mesures et fréquence de surveillance Rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 01/09/2022 Article 2.6.3	Campagne de mesures portant sur chaque régime de fonctionnement
7	Mesures et fréquence de surveillance Surveillance dans l'environnement	Arrêté préfectoral du 01/09/2022 Article 2.6.4	-
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 01/09/2022 Article 2.7.1	Première vérification des moyens de lutte l'incendie à programmer en 2025
11	Bassin de rétention des eaux de ruissellement	Arrêté préfectoral du 01/09/2022 Article 2.7.2	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'inspection réalisée le 5 février 2025, il a été constaté que les activités, figurant à l'article 1.3 modifié de l'arrêté préfectoral du site et relevant de la nomenclature des installations classées, correspondent aux activités réellement exercées par la SARL Enrobés du Haut Béarn (EHB) sur le site d'Escout, tant sur le plan du régime de classement de certaines activités que sur le type ou le niveau des activités. De plus, l'exploitant transmet régulièrement les résultats des programmes d'autosurveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Modification du site

<p>Référence réglementaire : Modifications des installations décrites dans la lettre préfectorale du 30 septembre 2024</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les modifications projetées ont notamment pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement du bâtiment de stockage des sables et des aires extérieures de stockage des granulats par des silos de stockages : 4 silos affectés aux granulats (240 m³) et 2 aux sables (120 m³), • l'ajout d'un bâtiment pour abriter la zone de livraison des granulats et des sables, initialement prévue à l'air libre, • l'agrandissement du bâtiment de stockage des fraisâts traités, • la diminution du parc à liant, placé sur rétention intégrale étanche, • la réduction de la surface du hangar de stockage des agrégats d'enrobés, son déplacement dans l'établissement et l'intégration de la trémie de chargement de ces agrégats à l'intérieur du hangar, • la rehausse à 20 mètres de la hauteur de la cheminée de la centrale d'enrobage, • la diminution de la puissance du brûleur de la centrale de 19 à 9 MW, • le redimensionnement de la cuve de propane de 60 à 72 m³ afin de rationaliser les approvisionnements, • l'augmentation de 150 à 380 m³ du volume du bassin de confinement des eaux extinction incendie afin de répondre à une demande du SDIS, • l'aménagement d'un nouvel accès à l'établissement pour les véhicules, permettant de réserver l'accès initial au passage du SDIS. [...]
<p>Constats :</p> <p>La centrale d'enrobage n'était pas en fonctionnement au moment de la visite d'inspection.</p>

L'inspection a pu constater :

- la présence des 6 silos de stockage de 60 m³ chacun,
- le stockage de matériaux effectué majoritairement à l'intérieur du bâtiment ajouté. Cependant, le jour de l'inspection, certains sables et/ou granulats étaient stockés, en particulier, le long de la rampe sur la dalle extérieure de manière temporaire d'après les déclarations de l'exploitant,
- la présence d'une rétention intégrale étanche pour le parc à liant de 3 cuves aériennes de 80 tonnes chacune. Cependant, le jour de l'inspection, de l'eau de pluie stagnait dans la rétention,
- la présence de la trémie de chargement des agrégats d'enrobés à l'intérieur du hangar,
- la présence de la cuve de propane d'une capacité de 72 m³,
- la présence du bassin de confinement des eaux pluviales / des eaux d'extinction incendie,
- la présence de la voie pompier distincte de la voie d'entrée/sortie du site.

Enfin, l'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des consignes existantes pour l'établissement mises à jour le 5 février 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les justificatifs :

- de la hauteur de la cheminée de la centrale d'enrobage (20 m),
- de la puissance du brûleur de la centrale (9 MW),
- du volume du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie (380 m³).

De plus, il modifie :

- la consigne d'exploitation relative aux stockages des matériaux, précisant l'interdiction de stockage des sables et granulats sur la dalle extérieure et la nature des matériaux pouvant être stockées sur la dalle extérieure,
- la consigne d'exploitation de nettoyage/vidange de la rétention et de la zone de dépotage du parc à liants après, en particulier, une période de précipitations,
- la consigne d'exploitation du bassin de confinement permettant d'assurer en permanence le volume prévu pour les éventuelles eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Transmission de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Limitation des émissions - Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques – Air

Prescription contrôlée :

Les dispositions suivantes sont prises afin de limiter les émissions de poussières diffuses liées à la manipulation des matières :

- les hauteurs de déversement des granulats sont limitées à moins d'un mètre,
- les tapis des convoyeurs doivent être capotés,
- le silo filler est équipé d'une sonde d'indicateur de niveau avec report en cabine de commande de manière à éviter tout débordement. [...].

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou orientés pour éviter les émissions et les envois de poussières. La hauteur des stockages extérieurs est limitée à 5 mètres.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté que :

- les hauteurs de déversement des granulats sont limités à moins d'un mètre, étant donné que les silos de stockage ont été mis en place sous bardage,
- les tapis des convoyeurs sont capotés,

<ul style="list-style-type: none"> • les silos ont un report d'indicateur de niveau en cabine de commande de la centrale pour éviter les débordements, • la hauteur des stockages extérieurs étaient de moins de 5 mètres, • 3 caméras sont présentes au sein de l'établissement, dont les reports sont au niveau de la cabine de commande. <p>Il n'a pas été constaté la mise en place d'écrans pour protéger des vents les stockages extérieurs de matériaux.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant de prévoir de mettre en place, chaque fois que nécessaire, des écrans pour protéger les stockages extérieurs ou de les orienter pour éviter les émissions et les envols de poussières vers l'extérieur de l'établissement.</p>
<p>Proposition de suites : Sans suite</p>

N°3 : Limitation des émissions - Émissions de COV et d'odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques – Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les camions d'expédition d'enrobés sont systématiquement bâchés immédiatement après leur chargement afin de limiter les odeurs et l'émission de composés organiques volatils.</p> <p>Les éventuels bouchons, trappes et autres ouvertures d'accès des cuves et réservoirs de liants et de combustibles sont en permanence maintenus fermés, hors opération de remplissage ou de maintenance. [...]</p> <p>Les gaz issus des événements des cuves de liants sont traités en vue de limiter les émissions de composés organiques volatils et d'odeurs. Le dispositif de traitement est régulièrement contrôlé pour vérifier son efficacité et est renouvelé autant que nécessaire. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une zone de bache des camions a été mise en place pour les camions, • les cuves et réservoirs de liants étaient fermées, • un traitement des émissions des cuves à liants par charbon actif est présent ainsi qu'une récupération des éventuels condensats et une réserve de charbons actifs.
<p>Proposition de suites : Sans suite</p>

N°4 : Mesures et fréquence de surveillance - Surveillance des émissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques – Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la mise en service de la centrale, l'exploitant procède à une campagne de surveillance des rejets aqueux portant sur la conductivité et les paramètres listés à l'article 2.4 du présent arrêté.</p> <p>Le point de contrôle doit se situer en sortie de bassin de décantation, soit juste après le débourbeur/déshuileur.</p> <p>Les résultats de ces campagnes sont adressés, au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation, à l'inspection des installations classées par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des campagnes de surveillance des rejets aqueux réalisées par le laboratoire des Pyrénées et des Landes les 28 novembre 2024 et 2 avril 2025.</p> <p>Le point de contrôle de ces mesures se situe après le débourbeur/déshuileur.</p>

Par courriel du 16 avril 2025, l'exploitant a commenté les résultats, qui ne présentaient pas de dépassements. Les résultats des prochaines mesures seront à télédéclarer via l'application GIDAF.

Observations :

Les relevés d'analyses des rejets aqueux transmis mentionnent que les prélèvements ont été effectués de façon instantanée.

Il est rappelé à l'exploitant que les échantillonnages ne doivent pas être instantanés, mais doivent être constitués d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure donnée. Vous pourrez utilement vous référer au chapitre 2.1 du *Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE* de février 2022 (accessible en ligne sur https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf).

Les prochaines campagnes d'analyses devront respecter ces dispositions pour l'échantillonnage.

Proposition de suites : Sans suite

N°5 : Mesures et fréquence de surveillance - Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques – Air

Prescription contrôlée :

Dès la mise en service de la centrale, l'exploitant met en place un programme de surveillance des retombées de poussières.

Les premières mesures sont réalisées au cours de la première campagne de concassage, puis à une fréquence semestrielle. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des campagnes de surveillance des retombées de poussières, réalisées par le laboratoire des Pyrénées et des Landes, du 11 juillet au 7 août 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dès réception, les résultats de la campagne de surveillance des retombées de poussières commencée le 5 février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Transmission de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Mesures et fréquence de surveillance – Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques – Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance portant a minima sur les paramètres visés à l'article 2.5.2 du présent arrêté.

Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois de la mise en service de la centrale d'enrobé.

Elles sont réalisées sur une durée suffisante afin de quantifier les différents régimes de fonctionnement et de disposer d'une période d'échantillonnage représentative de chaque régime de fonctionnement de la station d'enrobé (phase de démarrage, fonctionnement nominal, phase d'arrêt, etc.). Le rapport d'analyses devra détailler les résultats pour chacun de ces régimes. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un programme de surveillance, daté de novembre 2023, portant sur les paramètres visés à l'article 2.5.2 de son arrêté.

De plus, il a transmis les résultats des campagnes de surveillance des rejets atmosphériques, réalisées par le laboratoire des Pyrénées et des Landes, des 11 juillet et 26 novembre 2024 et du 23 avril 2025.

Celles-ci ne révèlent pas de dépassements.

Observations :

Ces campagnes de mesures ont été réalisées pour des vitesses d'éjection relevées entre 14,5 et 18,6 m/s.

Il est rappelé à l'exploitant que ces campagnes de surveillance doivent permettre de quantifier les différents régimes de fonctionnement, dont les conditions maximales avec une vitesse d'éjection de 25 m/s.

Lors de la prochaine campagne de mesures, l'exploitant veille à disposer d'une période d'échantillonnage représentative de chaque régime de fonctionnement de la station d'enrobé (phase de démarrage, fonctionnement nominal, phase d'arrêt, etc.).

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Mesures et fréquence de surveillance - Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.4

Thème(s) : Risques chroniques – Air

Prescription contrôlée :

Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose, à l'inspection des installations classées, un programme de surveillance des mesures de polluants émis dans l'environnement. Il précise le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.

Ces mesures sont réalisées a minima au niveau de trois cibles représentatives de l'étude de dispersion d'odeurs et de l'évaluation des risques sanitaires et portent a minima sur les métaux, les COV et les HAP les plus représentatifs de l'évaluation des risques sanitaires.

Préalablement à la mise en service des installations, l'exploitant procède une première campagne de mesures afin de disposer d'un état zéro. Il procède ensuite à des campagnes annuelles et compare les résultats des mesures à ceux obtenus par modélisation.

La fréquence des campagnes de mesures pourra faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un programme de surveillance des mesures de polluants émis dans l'environnement daté de novembre 2023.

Il a transmis à l'inspection les résultats de la campagne de surveillance de l'air ambiant, réalisée par le laboratoire des Pyrénées et des Landes, du 23 janvier au 15 février 2024 (point zéro) et la première campagne de mesures de polluants émis dans l'environnement du 5 février au 5 mars 2025. Les résultats de cette campagne, comparés à ceux du point zéro, ne montrent pas d'évolutions significatives.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de programmer une campagne de surveillance des mesures de polluants émis dans l'environnement également en automne.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Mesures et fréquence de surveillance - Surveillance des retombées dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.5

Thème(s) : Risques chroniques – Sol

Prescription contrôlée :

Sous trois mois à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant propose, à l'inspection des installations classées, un programme de surveillance des sols, a minima au niveau de trois cibles représentatives de l'évaluation des risques sanitaires, afin d'évaluer la bioaccumulation dans les sols des métaux et HAP les plus représentatifs de l'évaluation des risques sanitaires et de s'assurer que les dépôts secs de polluants restent à des niveaux acceptables.

<p>Il précise le nombre de points de prélèvements retenus, les paramètres à analyser et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.</p> <p>Préalablement à la mise en service des installations, l'exploitant procède une première campagne de mesures afin de disposer d'un état zéro. Il procède ensuite à des campagnes annuelles.</p> <p>La fréquence des campagnes de mesures pourra faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le résultat des prélèvements des sols effectués le 23 janvier 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dès réception, les résultats de la campagne de prélèvement des sols effectuée le 5 février 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Transmission de justificatifs</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°9 : Dispositions relatives aux disponibilités des équipements utilisés sur le domaine public

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentelles – Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée, conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé.</p> <p>Les premières mesures sont réalisées au cours de la première campagne de concassage, puis à une fréquence annuelle.</p> <p>Si à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.</p> <p>Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats conformes de la surveillance des émissions sonores effectuée le 10 juillet 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dès réception, les résultats de la surveillance des émissions sonores effectuée au titre de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Transmission de justificatifs</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°10 : Dispositions relatives aux disponibilités des équipements utilisés sur le domaine public

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentelles – Moyens de lutte contre l'incendie</p>

Prescription contrôlée :

En complément des dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, l'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité et de la disponibilité de la réserve incendie présente à proximité du site sur la zone d'activités du Gabarn.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de moyens de lutte contre l'incendie mais la vérification annuelle n'a pas encore lieu, étant que le matériel est neuf et installé depuis moins d'un an.

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant de prévoir la première vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie en 2025.

Proposition de suites : Sans suite

N°11 : Dispositions relatives aux disponibilités des équipements utilisés sur le domaine public

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 7294/2022/42 du 1^{er} septembre 2022, Article 2.7.2

Thème(s) : Risques accidentelles – Bassin de rétention des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure régulièrement auprès du gestionnaire de la zone d'activités du Gabarn, et plus particulièrement lors d'épisodes pluvieux conséquents, que le bassin de rétention et de gestion des eaux pluviales présent sur la zone d'activité a le volume nécessaire à la captation des eaux de ruissellement de son site. [...]

En cas de défaillance ou d'indisponibilité du bassin de la zone d'activités du Gabarn, l'exploitant met en place un dispositif de gestion et de traitement des eaux de ruissellement sur l'emprise de son installation avant rejet dans le milieu environnant.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence du bassin de rétention de la zone d'activités du Gabarn.

L'exploitant a transmis les consignes mises en place sur le site pour la gestion et le traitement des eaux de ruissellement sur l'emprise de son installation avant rejet dans le milieu environnant.

Proposition de suites : Sans suite